

Sous la direction de
Isabelle Hillenkamp et Jean-Louis Laville

Socioéconomie et démocratie

L'actualité de Karl Polanyi

Introduction

Au moment où la théorie économique standard s'est renforcée tant dans son statut académique dominant que dans son influence sur les méthodes de gouvernement, s'est paradoxalement affirmée au niveau international une socio-économie qui lui est opposée au sens où elle relie analyse économique et autres sciences sociales pour viser « la compréhension effective des économies modernes dans toute leur dimension sociale » (Convert, Jany-Catrice, Sobel, 2008, p. 7).

Socio-économie et pluralisme

Ce courant n'est pas unifié, mais il est constitué par diverses analyses qui ont en commun d'étudier les rapports entre économie et société. Son programme de recherche peut être rapporté au concept de pluralisme. Il regroupe à la fois une nouvelle sociologie économique mettant en évidence la pluralité des marchés, comme des hétérodoxies économiques insistant sur la pluralité des formes de rationalité et des modes de coordination, voire des capitalismes.

La « New Economic Sociology » (Granovetter, 2008 ; Levesque, Bourque, Forgues, 2001, p. 125-147) représente probablement le courant le plus marquant du renouveau de ces dernières décennies, en tout cas dans le monde anglo-saxon.

Introduction

La construction sociale des marchés est au cœur de son projet. Elle propose une analyse structurale des réseaux sociaux qui interroge à partir d'observations empiriques l'atomisme de l'économie orthodoxe : les acteurs économiques sont considérés non pas comme des monades, mais comme entretenant des relations qui influencent leurs comportements.

Dans des pays francophones, divers courants hétérodoxes à la frontière entre sociologie et économie réfutent également les postulats de la théorie néo-classique. D'un point de vue sociologique, l'activité économique est considérée comme un fait social qui s'impose à tous dans la tradition durkheimienne ou comme une activité sociale dans laquelle l'acteur oriente son comportement par rapport à autrui dans la tradition weberienne. Cette activité, dont il n'est pas possible d'identifier « un ensemble de signes objectifs spécifiques » (Steiner et Vatin, 2009, p. 5), est conçue au travers de l'ordre, de l'organisation ou des structures sociales qu'elle requiert (Bourdieu, 1997), du sens octroyé par les acteurs à la rareté ou de la croyance et de la « performativité économique » (Muniesa et Callon, 2009). Rejoignant la sociologie économique, notamment pour ce qui est de la mise en cause du modèle de choix rationnel au travers de l'étude des valeurs, les économistes critiques francophones de l'école des conventions mettent l'accent sur la pluralité des formes de rationalité et des modes de coordination (Thévenot, 1995). La rationalité optimisatrice et la coordination marchande sont considérées comme un choix étroit d'hypothèses, qui est celui de la théorie standard (Favereau, 1989).

La nouvelle sociologie économique et l'école des conventions, en adoptant le point de vue des activités ordinaires, attestent de la diversité des situations de marchés, avec dans certaines, une proximité et une singularité (Karpik, 2007) affectant le déroulement des faits économiques. Toutefois, l'existence de ce pôle des économies de marché personnalisées et pour beaucoup territorialisées (Roustang et al., 2000, p. 31-105) ne peut faire oublier la prégnance d'une économie fortement internationalisée dans laquelle les prix du marché sont issus de la confrontation des offres et demandes et où prévalent l'abstraction des individus, une commune qualification des biens et l'autonomisation des prix vis-à-vis de toute considération locale.

Pour ce qui est de l'économie, la théorie de la régulation (Aglietta, 1997 ; Boyer et Saillard, 2002) montre que le marché constitue une forme sociale parmi d'autres assurant la codification des rapports sociaux au sein du capitalisme. La régulation de différentes variantes du capitalisme repose ainsi sur des ensembles hiérarchisés de règles et de compromis stabilisés mettant l'économie en relation avec les autres domaines institutionnels. Ces ensembles constituent des formes

Introduction

institutionnelles, qui sont au nombre de cinq : rapport social, forme de concurrence, régime monétaire, relations Etat-économie et insertion internationale.

Penser les liens entre pluralisme économique et politique avec Karl Polanyi

En somme, la nouvelle sociologie économique comme l'école des conventions, en se concentrant sur les micro-arrangements, peuvent en arriver à sous-estimer les forces du marché, alors que les macro-synthèses comme la théorie de la régulation peuvent les surestimer en conférant au cosmos capitaliste un caractère implacable. En tenant compte des formes non marchandes de coordination et de l'interaction entre grands domaines institutionnels, la socio-économie francophone va certes plus loin dans l'analyse des rapports complexes entre économie et société que la nouvelle sociologie économique nord-américaine centrée sur la construction sociale des marchés. Mais ni l'une ni l'autre, du moins dans leurs développements principaux, n'abordent de manière approfondie la question cruciale des liens entre pluralité économique et politique. Ainsi, d'une part, l'insuffisante prise en compte des forces du marché dans la nouvelle sociologie économique et l'école des conventions peut aboutir à ne plus voir que l'extrême variabilité des marchés ; d'autre part, la focalisation sur les forces du marché dans les macro-synthèses peut déboucher sur un horizon borné par les formes institutionnelles du capitalisme. Toutes ces approches, par ailleurs fort contrastées, avalisent finalement la centralité du fait marchand dans le fait économique. Pour des raisons opposées, les interrogations sur la conciliation entre fait marchand et ordre politique, comme celles sur la compatibilité entre capitalisme et démocratie sont délaissées. Rappelons qu'elles sont pourtant essentielles pour de nombreux auteurs de philosophie politique. Jürgen Habermas (1998, p. 379) souligne notamment qu'« entre capitalisme et démocratie, il y a un rapport de tension insurmontable ».

Il importe donc de réagir contre une vision étroite de la neutralité axiologique qui laisserait sans réponse cette problématique ravivée par la présente crise. Le scientisme obnubilé par la purification à l'égard de toute valeur est épistémologiquement intenable dans une période où la société dans son ensemble s'inquiète du rapport à l'économie. Selon une orientation proche de celle prônée par Philippe Chanial (2011), il apparaît nécessaire d'opter pour une socio-économie adossée à une réflexion philosophique. Ceci constitue la première caractéristique de ce livre, qui commence avec des textes de philosophie politique et se poursuit avec des chapitres d'économie ou de sociologie en postulant une conti-

Introduction

nuité et une contiguïté dans les préoccupations des contributeurs. Pour tous, il s'agit d'examiner les relations entre économie et société sous l'angle de la préservation et de l'approfondissement de la démocratie. L'œuvre de Karl Polanyi, qui porte sur les liens entre pluralité économique et politique, en constitue un support essentiel.

Au-delà de la pluralité des formes de rationalité et des modes de coordination, Polanyi (2011, p. 37-54) identifie en effet le sophisme économiste, c'est-à-dire le rabattement de l'économie sur le marché, comme un problème majeur de notre temps, suggérant en creux que la réhabilitation d'une pluralité de principes d'intégration économique serait susceptible de lui fournir une solution. Il accorde une large place à la démonstration de l'existence de cette pluralité de principes dits « d'intégration économique » : outre le marché, la réciprocité, la redistribution et l'administration domestique constituent selon lui des « principes de comportement » par lesquels « l'ordre est [...] assuré dans la production et la distribution » (Polanyi, 1944, p. 76, nous soulignons). Si le sophisme correspond à la définition formelle de l'économie par la rareté déterminant le caractère logique de la relation entre les moyens et les fins, la reconnaissance de la pluralité des principes d'intégration coïncide avec une définition substantive de l'économie. Cette dernière admet la dépendance de l'homme vis-à-vis de la nature et de ses semblables et considère que la satisfaction des besoins humains passe par une interaction institutionnelle (Polanyi, *op. cit.*, p. 55-88). En ce sens, une socio-économie attentive à la pluralité institutionnelle et politique ne peut se contenter ni de l'examen détaillé de marchés particuliers, ni du constat récurrent d'une domination capitaliste. Il s'avère indispensable d'articuler une critique des tentatives de naturalisation de l'ordre économique reposant sur sa définition formelle avec une attention pragmatique aux pratiques socio-économiques qui débordent les marchés, mobilisant des principes d'intégration rendus visibles par une conception substantive de l'économie. Polanyi met ainsi en garde contre une socio-économie de portée limitée construite entièrement sur le concept d'échange, qui n'est universel que dans une société de marché. Il argumente pour un élargissement de la focale d'analyse afin de couvrir « ces zones où se rencontrent les frontières de l'économie de marché et de l'économie sans marché » (Polanyi, 1963, cité par Chavance, 2011, p. XXXIII). Sur le plan épistémologique, l'argument de Polanyi rencontre celui de Boaventura de Sousa Santos (2011, p. 34-38) en faveur d'une « sociologie des absences et des émergences ». Il importe en effet, selon la sociologie des absences, de montrer « que ce qui n'existe pas est en fait produit comme non existant » et, selon la sociologie des émergences, de « remplacer le temps linéaire [...] par des possibilités plurielles et concrètes, qui sont à la fois utopiques et réalistes ». L'enjeu est de

Introduction

combiner approches critiques et possibilistes pour ne pas s'enfermer dans des descriptions microsociales fragmentées, ni dans des interprétations macrosociales déterministes.

Le programme de recherche esquissé par Polanyi portant sur les imbrications des sphères économique et politique s'est heurté à nombre d'oppositions qui ont rendu difficile sa mise en œuvre. Elles méritent d'être évoquées parce qu'elles signalent l'abondance des résistances intellectuelles à une meilleure intelligence des interactions continues entre politique et économique (Hirschman, 1995, p. 329), mais aussi parce qu'elles mettent en évidence combien les changements intervenus dans les dernières décennies libèrent un espace pour de nouvelles perspectives inspirées par Polanyi. Ce sont d'abord les séparations disciplinaires et les spécialisations dans les sciences sociales qui ont concouru au cloisonnement de l'étude des deux sphères. La perspective de Polanyi a ensuite affronté, jusque dans les années 1970, un matérialisme historique se réclamant de l'économie en dernière instance et soupçonnant Polanyi de se désintéresser du capitalisme comme de la production pour se consacrer au marché et à la circulation. Dans cette vision déterministe, la priorité accordée à la propriété des moyens de production a pour corollaire de réduire les principes d'intégration économique à de simples modes de transfert. Enfin, depuis les années 1980, des référentiels se sont diffusés qui posent, pourrait-on dire, le politique en dernière instance à partir d'une lecture de Hannah Arendt convertissant sa distinction analytique entre les sphères en une dissociation empirique. Ils véhiculent une croyance en la réduction de l'emprise économique à partir d'une réhabilitation du politique qui mérite d'être confrontée à l'histoire du ^{xx}e siècle. En effet, deux figures de hiérarchisation entre sphères économique et politique s'y sont succédé qui sont riches d'enseignements. Les projets d'économie dirigée, d'une part, ont bien montré les impasses d'une volonté de suppression du marché découlant d'une hégémonie du politique. Les convictions social-démocrates, d'autre part, selon lesquelles il suffirait de réguler le capitalisme marchand pour le domestiquer, livrent un bilan ambivalent. Elles peuvent certes être créditées d'une dé-marchandisation des risques sociaux (Esping-Andersen, 1990) dont les résultats en termes de niveau de vie et de lutte contre les inégalités ont été spectaculaires dans les trente glorieuses. Mais ce succès ne saurait faire oublier les contreparties : régulations établies au niveau national par des élites expertes cantonnant les citoyens dans une position d'assujettis ou de bénéficiaires du système, plus que de contributeurs ; et utilisation de la redistribution politique indexant de fait les progrès en matière de justice sociale sur les résultats de la croissance marchande et donc fortement remise en cause par son ralentissement tendanciel depuis trois décennies. Ces faiblesses inhérentes aux social-démocraties expliquent que l'État-providence

Introduction

fragilisé par son déficit d'expression citoyenne et son financement dépendant des prélèvements sur l'économie de marché n'ait pas trouvé de légitimité suffisante face aux attaques des trois dernières décennies. L'accusation dont il a été l'objet dans les thèses dites « néolibérales » popularisées par Friedrich Hayek et Milton Friedman a certes rencontré un écho amplifié par les pouvoirs financiers et médiatiques, mais qui trouve aussi son origine dans l'essoufflement d'un scénario fondé sur l'endiguement du capitalisme marchand par les seules régulations et redistribution publiques. Dans des sociétés marquées par un individualisme complexe (Corcuff, 2003 ; Corcuff, Le Bart, De Singly, 2010), le manque de personnalisation et l'absence de sollicitation des usagers dans la construction des services qui leur sont destinés sont des obstacles rédhibitoires pour un État dont la posture panoptique n'est dès lors plus appropriée. Comme le mentionnait déjà Émile Durkheim (1991, p. XXXII), « un État hypertrophié » ne peut enserrer et retenir « une poussière infinie d'individus inorganisés ».

D'où l'actualité d'une grille d'analyse longtemps marginalisée qui dépasse le dilemme marché-État pour englober les principes de réciprocité et d'administration domestique. C'est la seconde caractéristique de l'ouvrage : un pari sur les ressources heuristiques fournies par la pluralité des principes d'intégration économique pour penser le devenir démocratique des sociétés contemporaines. L'œuvre de Polanyi, caractérisée par sa visée éthique et politique, peut ainsi fournir des outils pour penser certains des problèmes les plus ardues de notre temps.